

Madame la Présidente,

La DGFIP a déjà subi plus de 40 000 suppressions d'emplois depuis 2002. Sans compter les milliers de fermetures de trésoreries qui, au nombre de 4000 à la fin des années 90, sont actuellement à peine plus de 2000.

Le gouvernement prépare un plan de vaste destructuration du réseau territorial. Les trésoreries n'existeraient plus sous leur forme actuelle, le nombre de services assurant l'accueil chuterait, des services seraient transférés, tout cela sur fond de nouvelles vagues de suppressions d'emplois (5 800 sur le ministère de l'action et des comptes publics dont 4 900 à la DGFIP dans les trois prochaines années). De plus, le gouvernement envisage des transferts de missions assurées par la DGFIP. Celle-ci perdrait la tenue des comptes des collectivités locales (avec par exemple l'expérimentation d'agences comptables ou de la certification de leurs comptes ainsi que de la conformité à la loi fiscale). Des commissaires aux comptes, payés par ceux qu'ils seraient censés « contrôler » seraient à terme les bénéficiaires de cette réforme.

Cerise sur le gâteau : preuve du manque d'emplois et face à la volonté des pouvoirs publics d'avancer coûte que coûte, la DGFIP tente actuellement le recrutement de personnels sous contrat à durée déterminée avec beaucoup de zèle (l'encre de la loi de la réforme Fonction publique est à peine sèche). Pour l'intersyndicale, ce sont des personnels statutaires, formés et au service durable de l'intérêt général qui doivent exercer les missions (sensibles) de la DGFIP.

Après des années de réduction de moyens, c'est désormais un double mouvement d'implosion (réseau territorial) et d'explosion (transferts de missions) qui menace la DGFIP. Et ce, alors qu'elle assure la gestion des Finances publiques. C'est peu de dire que le gouvernement s'attaque au cœur du fonctionnement et de l'organisation de l'État...

Pour les personnels, les usagers et de nombreux élus de la République, le projet du gouvernement est une régression inacceptable dans la conception, le rôle et l'accessibilité du service public. Pour nos collègues, c'est également une dégradation brutale de leurs conditions de travail alors que la côte d'alerte a déjà été dépassée. Les résultats du très officiel observatoire ministériel en témoignent en montrant que la situation se dégrade dangereusement depuis plusieurs années.

Pour le département, la mobilisation des collègues et la fermeture de nombreux postes du 16 septembre illustrent ce climat.

Dans ce contexte et dans l'attente du retrait du projet DARMANIN , les élus de Solidaires finances publiques 95 et FO DGFIP 95 ne siégeront pas à ce CTL.